

Initiatives à retenir

LA MANIFESTATION DU 17 OCTOBRE

Fruit de cette mobilisation crescendo, la manifestation du 17 octobre a été de l'avis général un franc succès. Plus de deux mille personnes, dont de nombreux "précaires", de Flandre, Wallonie et Bruxelles, ont défilé dans les rues du centre de la capitale en un cortège très dynamique aux couleurs rouges (un choix chromatique pas innocent) des T-shirts clamant "Haut les Bas Revenus". Les slogans scandés étaient au diapason, réclamant le droit inconditionnel à un revenu, le partage radical des richesses, la fin de la chasse aux chômeurs, le refus des "boulots de merde" et du travail forcé.

Diverses associations actives dans la lutte contre la pauvreté formaient des groupes spécifiques, dont le Réseau pour la justice fiscale et Kairos, les camarades des Marches européennes, ou les très salués Marcheurs de la Commission des TSE de la FGTB wallonne. Arrivés place Sainte-Catherine, les manifestants ont été accueillis par des groupes musicaux et une excellente chorale de lutte composée de chômeurs et précaires venus de Flandre, et un duo revisitant toute la tradition de la chanson française et flamande engagée, du Temps des Cerises... à l'Internationale! Quand on vous disait que le changement de tonalité était particulièrement perceptible cette année...

Enfin, la journée s'est achevée par le cortège des lanternes confectionnées par de très nombreux ateliers du BAPN dans les trois régions du pays, défilé recueillant, depuis la

CLÔTURONS CE PANORAMA DES ACTIONS ORGANISÉES DANS LE CADRE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR QUATRE INITIATIVES QUI MÉRITENT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE.

Denis Desbonnet
CSCE

gare Centrale jusqu'à la Grand Place, les bravos de nombreux spectateurs et passants extasiés devant cette féerie, mais aussi quand on leur expliquait le sens et la portée.

DES BRUXELLOIS FLAMANDS À L'INSTITUT DESTRÉE, EN PASSANT PAR LES FEMMES CATHOLIQUES RURALES... CE N'EST QU'UN DÉBUT, CONTINUONS LE COMBAT !

Trois autres initiatives originales méritent enfin qu'on les mentionne, car, aussi diverses soient-elles, elles sont significatives de la réaction plus ou moins spontanée qui commence à voir le jour, face aux aspects les plus discriminants de la politique menée depuis une bonne dizaine d'années en matière de Sécu et d'aide sociale. La première fut celle de la Brussels Platform Armoede (BPA), en quelque sorte l'équivalent du Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté, qui a organisé, en étroite collaboration avec le tissu associatif néerlandophone de Bruxelles actif dans la lutte contre la pauvreté, un circuit portes ouvertes des différentes associations partenaires, avec des "visites guidées" à destination des écoles, de l'associatif

et des institutions en contact avec les publics précarisés, mais aussi du grand public. L'objectif de cette initiative étant de combattre les préjugés encore bien trop présents quant aux "pauvres", stéréotypes tant angéliques et caritatifs que de rejet et de stigmatisation, et de montrer la réalité et les défis du travail social à Bruxelles.

La BPA s'adressant par essence aux associations flamandes, elle a toutefois proposé au CSCE de relayer l'information auprès du tissu associatif bruxellois francophone. Un deuxième volet parallèle mené par la BPA visait à recueillir toute une série de témoignages de personnes vivant dans la précarité (mais aussi d'intervenants sociaux travaillant dans ces milieux) sur leur vécu, pour en prendre d'une part une captation vidéo, à montrer au cours des événements autour du 17 octobre, mais aussi et surtout comme base pour interpeller les responsables politiques bruxellois néerlandophones, lors d'une rencontre-débat. Ce qui fut fait le 13 octobre, sans ménagement ni autocensure, les parlementaires du sp. a, de Groen, du CD & V - et surtout du VLD, on s'en doute - présents ayant dû affronter un feu rou-

lant de questions, d'apostrophes et de critiques sans ambages de la part du public, à commencer par les principaux intéressés : sans-papiers, allocataires sociaux et chômeurs...

La deuxième sollicitation nous est venue de l'Institut Destrée, et plus particulièrement de Michel Goffin, professeur à l'Institut Cardijn et figure bien connue du secteur social, nous proposant de participer au groupe de travail "Pauvreté, inclusion, cohésion sociale" qu'il animait et qui, de la fin mai à la mi-octobre, a planché sur la thématique "Anticiper les bifurcations stratégiques et choisir les comportements positifs", jargon signifiant qu'il vaut mieux changer de cap tant qu'il en est temps. C'est ainsi qu'au fil des séances, l'évolution de la politique implacable menée depuis une quinzaine d'années en matière de sécurité et d'aide sociales a été très lucidement décrite : "D'un système qui visait à reconnaître les droits de l'individu, on a évolué - en 1993 (activation sociale) - vers un système de responsabilisation pour aboutir à un dispositif coercitif associant, à une sécurité d'existence, de nouvelles obligations individuelles en matière d'employabi-

lité, de parentalité, de santé... L'on constate aussi une évolution d'une culture de la solidarité vers celle de la suspicion, en ce compris vis-à-vis des acteurs sociaux et publics. La société contrôle de plus en plus mais n'assume plus le service de droit universel." ^A

Constat rejoignant la critique de la dérive moraliste, culpabilisatrice et suspicieuse qui se généralise dans le secteur social, dénoncée par nombre de travailleurs du secteur. Enfin, la troisième action, qui mérite d'être saluée et soutenue, est la remarquable campagne lancée par l'ACRF (Association catholique rurale des femmes), pour dénoncer les conséquences antisociales du statut "cohabitant" et réclamer sa suppression.

C'est ainsi que l'ACRF a recueilli de nombreux témoignages où des femmes disent en des mots simples et dignes ce que ce statut leur coûte, au propre comme au figuré, ainsi qu'à leurs familles. Parallèlement à ce "livre blanc",



l'ACRF a lancé une pétition exigeant l'abandon du statut et du taux cohabitant, qu'elle diffuse dans son réseau, mais à relayer bien au-delà. Nous en reproduisons la présentation dans l'encadré ci-dessous :

Une action qui s'inscrit là encore dans le droit fil de la nôtre, mais qui a de plus le mérite de s'adresser à un public spécifique qui est rarement la cible de telles actions de sensibilisation, et qui reflète la prise de conscience de couches

de plus en plus larges de la population, du caractère discriminatoire et antisocial de ce "régime". ■

^A Cet extrait est l'entrée en matière du tableau synthétisant les divers constats et recommandations du groupe de travail.

"Retissons ensemble le filet de la Sécurité sociale !"

En Belgique, un ménage sur trois est isolé, c'est-à-dire composé d'une personne seule avec ou sans charge de famille. Que cache cette statistique? En région wallonne, il y a une offre d'emploi pour 30 demandeurs d'emploi... On se bouscule donc au portillon du chômage voire de l'aide sociale, censés être les derniers remparts contre la misère.

Malheureusement, les conditions d'octroi des allocations sociales se sont durcies. L'État fait des économies! Il se réfère désormais au statut familial (cohabitant ou isolé) pour évaluer les droits des individus. On aurait besoin de moins d'argent quand on vit à plusieurs...

Chaque jour qui passe, des cohabitants constatent le contraire! Les nombreuses charges qui pèsent sur les épaules des ménages, quels qu'ils soient, les contraignent, très souvent, à vivre sur la corde pour joindre les deux bouts! Tels des funambules, les cohabitants de la Sécurité sociale tentent de maintenir un équilibre précaire!

Dans un carnet de témoignages inédits publié par l'ACRF, il apparaît qu'en vertu de ses mesures d'austérité, notre État social moderne ne recule devant rien : la vie privée des allocataires

sociaux est épluchée; les couples sont discriminés; la femme est en proie à l'injustice. Pire, le Belge apprend à vivre dans la "clandestinité". Parfois, les familles éclatent parce que c'est trop dur. Jusqu'où irons-nous?

Le revers subi ces dernières années par le combat social et l'immobilisme des pouvoirs publics interpellent vivement l'ACRF. Notre mouvement de femmes prônant la solidarité et l'autonomie ne peut rester indifférent aux dégâts occasionnés par le taux cohabitant.

Nous réclamons la suppression de la discrimination vis-à-vis des cohabitants et le relèvement des allocations sociales au-dessus du seuil de pauvreté. Nous estimons inacceptable que la Sécurité sociale ne joue plus son rôle de "filet", c'est-à-dire de rempart contre la pauvreté, dans le respect de la dignité humaine.

En cette année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, nous invitons tous les citoyens à retisser avec nous le filet de la Sécurité sociale en signant une pétition disponible via le site www.joindrelesdeuxbouts.acrf.be

Muriel Lescure, pour l'ACRF.